



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/566
S/1997/850
5 novembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-deuxième session
Point 57 de l'ordre du jour
LA SITUATION AU BURUNDI

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-deuxième année

Lettre datée du 3 novembre 1997, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la République-Unie de Tanzanie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie concernant l'incident frontalier qui a eu lieu le 27 octobre 1997.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 57 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur

(Signé) Daudi N. MWAKAWAGO

ANNEXE

Déclaration du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie sur
la situation au Burundi et l'incident du 27 octobre 1997

Le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie rejette catégoriquement les allégations dénuées de tout fondement selon lesquelles les forces tanzaniennes auraient attaqué le Burundi dans la nuit du 27 octobre 1997, causant d'importants dommages matériels et de nombreuses pertes de vies humaines. En fait, c'est l'armée burundaise qui a attaqué, à l'arme légère, à l'aube du 27 octobre 1997 le détachement de Kiteule des Forces de défense populaires tanzaniennes à Kagunga. Ayant été attaquées, les forces tanzaniennes ont dû exercer leur droit de légitime défense conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

Le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie est tenu de protéger l'intégrité de son territoire ainsi que la sécurité de ses citoyens. En outre, ayant signé les conventions internationales concernant les réfugiés, il est tenu d'assurer leur sécurité. Les conditions à l'origine de l'exode de la population burundaise vers les pays voisins sont connues de la communauté internationale. Il ne faudrait pas que le Burundi exporte son conflit interne et cherche à faire croire au reste du monde qu'il y a un conflit entre la République-Unie de Tanzanie et le Burundi. La République-Unie de Tanzanie ne se laissera pas entraîner dans un conflit purement interne, même par des actes de provocation tels que ceux récemment perpétrés par les forces armées burundaises.
